Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 170 del 21 luglio 1988 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 21 luglio 1988 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 64

LEGGE 4 luglio 1988, n. 277.

Ratifica ed esecuzione della convenzione per la protezione della fascia d'ozono, con allegati, adottata a Vienna il 22 marzo 1985, nonché di due risoluzioni finali adottate in pari data.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI PRESIDENZIALI

LEGGE 4 luglio 1988, n. 277.

Ratifica ed esecuzione della convenzione per la protezione della fascia d'ozono, con allegati, adottata a Vienna il 22 marzo 1985, nonché di due risoluzioni finali adottate in pari data.

La camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione di Vienna per la protezione della fascia di ozono, con allegati, adottata a Vienna il 22 marzo 1985 dalla Conferenza dei plenipotenziari, nonché le due risoluzioni finali adottate in pari data.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto previsto dall'articolo 17 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 50 milioni annue, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1988-1990, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1988, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento predisposto per «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali ed interventi diversi».

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 luglio 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION DE VIENNE POUR LA PROTECTION DE LA COUCHE D'OZONE

NATIONS UNIES

1985

CONVENTION DE VIENNE POUR LA PROTECTION DE LA COUCHE D'OZONE

Préambule

Les Parties à la présente Convention,

Conscientes de l'incidence néfaste que pourrait avoir sur la santé humaine et l'environnement toute modification de la couche d'ozone,

Rappelant les dispositions pertinentes de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, et en particulier le principe 21, où il est stipulé que, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, "les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et qu'ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale",

Tenant compte de la situation et des besoins particuliers des pays en développement,

Ayant présents à l'esprit les travaux et les études en cours au sein d'organisations tant internationales que nationales et, en particulier, le Plan mondial d'action pour la couche d'ozone du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Ayant aussi présentes à l'esprit les mesures de précaution déjà prises à l'échelon national et international en vue de la protection de la couche d'ozone,

Conscientes que l'adoption de mesures visant à protéger la couche d'ozone des modifications imputables aux activités humaines ne peut se faire que dans le contexte d'une coopération et d'une action internationales, et devrait être fondée sur des données scientifiques et techniques pertinentes,

Conscientes également de la nécessité d'effectuer de nouvelles recherches et des observations systématiques afin de développer les connaissances scientifiques sur la couche d'ozone et les effets nocifs que pourrait entraîner sa perturbation,

Déterminées à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant des modifications de la couche d'ozone,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier
DEFINITIONS

Aux fins de la présente Convention :

1. Par "couche d'ozone" on entend la couche d'ozone atmosphérique présente au-dessus de la couche limite de la planète.

2. Par "effets néfastes" on entend les modifications apportées à l'environnement physique ou aux biotes, y compris les changements climatiques, qui exercent des effets nocifs significatifs sur la santé humaine ou sur la composition, la résistance et la productivité des écosystèmes naturels ou aménagés, ou sur les matériaux utiles à l'humanité.

3. Par "technologie ou matériel de remplacement" on entend une technologie ou un matériel dont l'utilisation permet de réduire ou d'exclure pratiquement les émissions de substances ayant ou susceptibles d'avoir des effets néfastes sur la couche d'ozone.

4. Par "substances de remplacement" on entend des substances qui réduisent, éliminent ou évitent les effets néfastes sur la couche d'ozone.

5. Par "Parties" on entend les Parties à la présente Convention, à moins que le texte n'impose une autre interprétation.

6. Par "organisation régionale d'intégration économique" on entend une organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée qui a compétence dans des domaines régis par la Convention ou ses protocoles et a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à signer, à ratifier, à accepter, à approuver la Convention ou ses protocoles ou à y adhérer.

7. Par "protocoles" on entend des protocoles à la présente Convention.

Article 2

OBLIGATIONS GENERALES

1. Les Parties prennent des mesures appropriées conformément aux dispositions de la présente Convention et des protocoles en vigueur auxquels elles sont parties pour protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant ou susceptibles de résulter des activités humaines qui modifient ou sont susceptibles de modifier la couche d'ozone.

2. A cette fin, les Parties, selon les moyens dont elles disposent et selon leurs possibilités :

a) Coopèrent, au moyen d'observations systématiques, de recherches et d'échanges de renseignements afin de mieux comprendre et apprécier les effets des activités humaines sur la couche d'ozone et les effets exercés sur la santé humaine et l'environnement par la modification de la couche d'ozone;

b) Adoptent les mesures législatives ou administratives appropriées et coopèrent pour harmoniser les politiques appropriées visant à réglementer, limiter, réduire ou prévenir les activités humaines relevant de leur juridiction ou de leur contrôle s'il s'avère que ces activités ont ou sont susceptibles d'avoir des effets néfastes par suite de la modification, ou de la modification susceptible de se produire, de la couche d'ozone;

c) Coopèrent pour formuler des mesures, procédures et normes convenues pour l'application de la présente Convention en vue de l'adoption de protocoles et annexes;

d) Coopèrent avec les organes internationaux compétents pour appliquer effectivement la présente Convention et les protocoles auxquels elles sont parties.

3. Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur le droit des Parties d'adopter, conformément au droit international, des mesures internes plus rigoureuses que celles visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, et sont de même sans effet sur les mesures internes additionnelles déjà prises par une Partie, sous réserve que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les obligations desdites Parties en vertu de la présente Convention.

4. L'application du présent article est fondée sur des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

Article 3

RECHERCHE ET OBSERVATIONS SYSTEMATIQUES

1. Les Parties s'engagent, selon qu'il conviendra, à entreprendre des recherches et des évaluations scientifiques ou à coopérer à la réalisation de recherches et d'évaluations scientifiques, directement ou par l'intermédiaire d'organes internationaux compétents sur:

a) Les processus physiques et chimiques qui peuvent influer sur la couche d'ozone;

b) Les effets sur la santé de l'homme et les autres effets biologiques de toute modification de la couche d'ozone, en particulier ceux qui résultent de modifications du rayonnement ultraviolet d'origine solaire ayant une action biologique (UV-B);

c) Les incidences sur le climat de toute modification de la couche d'ozone;

d) Les effets de toute modification de la couche d'ozone et des modifications du rayonnement UV-B qui en résultent sur les matériaux naturels et synthétiques utiles à l'humanité;

e) Les substances, pratiques, procédés et activités qui peuvent influer sur la couche d'ozone, et leurs effets cumulatifs;

f) Les substances et technologies de remplacement;

g) Les problèmes socio-économiques connexes;

et comme précisé aux annexes I et II.

2. Les Parties s'engagent à promouvoir ou à mettre en place, selon qu'il conviendra, directement ou par l'intermédiaire d'organes internationaux compétents et en tenant pleinement compte de leur législation nationale et des activités pertinentes à la fois

aux niveaux national et international, des programmes communs ou complémentaires aux fins d'observations systématiques de l'état de la couche d'ozone et d'autres paramètres pertinents, conformément aux dispositions de l'annexe I.

3. Les Parties s'engagent à coopérer, directement ou par l'intermédiaire d'organes internationaux compétents, pour assurer la collecte, la validation et la transmission des données obtenues par la recherche et des données observées, par l'intermédiaire de centres de données mondiaux appropriés et de façon régulière et sans retard indu.

Article 4
COOPERATION DANS LES DOMAINES JURIDIQUE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1. Les Parties facilitent et encouragent l'échange des renseignements scientifiques, techniques, socio-économiques, commerciaux et juridiques appropriés aux fins de la présente Convention et comme précisé à l'annexe II. Ces renseignements sont fournis aux organes agréés par les Parties. Tout organe qui reçoit des renseignements considérés comme confidentiels par la Partie qui les fournit veille à ce qu'ils ne soient pas divulgués et les agrège afin d'en protéger le caractère confidentiel avant de les mettre à la disposition de toutes les Parties.

2. Les Parties coopèrent, conformément à leur législation, réglementation et pratiques nationales, et en tenant compte, en particulier, des besoins des pays en développement, pour promouvoir, directement ou par l'intermédiaire des organes internationaux compétents, la mise au point et le transfert de technologie et de connaissances. La coopération se fera notamment par les moyens suivants :

a) Faciliter l'acquisition de technologies de remplacement par les autres Parties;

b) Fournir des renseignements sur les technologies et le matériel de remplacement et des manuels ou des guides spéciaux à leur sujet;

c) Fournir le matériel et les installations de recherche et d'observations systématiques nécessaires;

d) Assurer la formation appropriée du personnel scientifique et technique.

Article 5
COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

Les Parties transmettent à la Conférence des Parties instituée par l'article 6, par l'intermédiaire du secrétariat, des renseignements sur les mesures qu'elles ont adoptées en application de la présente Convention et des protocoles auxquels elles sont parties, la forme et la fréquence de ces rapports étant déterminée par les réunions des Parties aux instruments considérés.

Article 6
CONFERENCE DES PARTIES

1. La présent article institue une Conférence des Parties. La première réunion de la Conférence des Parties sera convoquée par le secrétariat désigné à titre provisoire, conformément à l'article 7, un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, des réunions ordinaires de la Conférence des Parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par la Conférence à sa première réunion.

2. Des réunions extraordinaires de la Conférence des Parties pourront avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par au moins un tiers des Parties dans les six mois suivant sa communication auxdites Parties par le secrétariat.

3. La Conférence des Parties arrêtera et adoptera par consensus son propre règlement intérieur et son propre règlement financier, les règlements intérieurs et les règlements financiers de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer et les dispositions financières qui régiront le fonctionnement du secrétariat.

4. La Conférence des Parties examine en permanence l'application de la présente Convention et, en outre :

a) Etablit la forme et la fréquence de la communication des renseignements devant être présentés conformément à l'article 5 et examine ces renseignements ainsi que les rapports présentés par tout organe subsidiaire;

b) Etudie les renseignements scientifiques sur l'état de la couche d'ozone, sur sa modification possible et sur les effets possibles de cette modification;

c) Favorise, conformément à l'article 2, l'harmonisation des politiques, stratégies et mesures appropriées pour réduire au minimum les rejets de substances qui modifient ou sont susceptibles de modifier la couche d'ozone, et fait des recommandations sur toutes autres mesures en rapport avec la présente Convention;

d) Adopte, conformément aux articles 3 et 4, des programmes de recherche, d'observations systématiques, de coopération scientifique et technique, d'échange de renseignements et de transfert de technologie et de connaissances;

e) Examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente Convention et à ses annexes, conformément aux articles 9 et 10;

f) Examine les amendements à tout protocole et les annexes à tout protocole et, s'il en est ainsi décidé, recommande leur adoption aux parties au protocole pertinent;

g) Examine et adopte, selon qu'il convient, les annexes supplémentaires à la présente Convention conformément à l'article 10;

h) Examine et adopte, selon qu'il convient, les protocoles conformément à l'article 8;

i) Etablit les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente Convention;

j) S'assure, selon qu'il convient, les services d'organismes internationaux et de comités scientifiques compétents et, en particulier, ceux de l'Organisation météorologique mondiale, de l'Organisation mondiale de la santé, ainsi que du Comité de coordination pour la couche d'ozone, pour des recherches scientifiques, des observations systématiques et d'autres activités conformes aux objectifs de la présente Convention; elle utilise aussi, selon qu'il convient, les renseignements émanant de ces organes et comités;

k) Examine et prend toute autre mesure nécessaire à la poursuite des objectifs de la présente Convention.

5. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, de même que tout Etat qui n'est pas partie à la

présente Convention, peuvent se faire représenter aux réunions de la Conférence des Parties par des observateurs. Tout organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental qualifié dans les domaines liés à la protection de la couche d'ozone qui a informé le secrétariat de son désir de se faire représenter à une réunion de la Conférence des Parties en qualité d'observateur peut être admis à y prendre part à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fassent objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

Article 7
LE SECRETARIAT

1. Les fonctions du secrétariat sont les suivantes :

a) Organiser les réunions des Parties conformément aux articles 6, 8, 9 et 10 et en assurer le service;

b) Etablir et transmettre un rapport fondé sur les renseignements reçus conformément aux articles 4 et 5 ainsi que sur les renseignements obtenus à l'occasion des réunions des organes subsidiaires créés en vertu de l'article 6;

c) S'acquitter des fonctions qui lui sont assignées en vertu de tout protocole à la présente Convention;

d) Etablir des rapports sur les activités menées à bien dans l'exercice des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties;

e) Assurer la coordination nécessaire avec d'autres organismes internationaux compétents, et en particulier conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

f) S'acquitter de toutes autres fonctions que la Conférence des Parties pourrait décider de lui assigner.

2. Les fonctions du secrétariat seront exercées provisoirement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement jusqu'à la fin de la première réunion ordinaire de la Conférence des Parties tenue conformément à l'article 6. À sa première réunion ordinaire, la Conférence des Parties désignera le secrétariat parmi les organisations internationales compétentes qui se seraient proposées pour assurer les fonctions de secrétariat prévues par la présente Convention.

Article 8

ADOPTION DE PROTOCOLES

1. La Conférence des Parties peut, lors d'une réunion, adopter des protocoles à la présente Convention, conformément à l'article 2.

2. Le texte de tout protocole proposé est communiqué par le secrétariat aux Parties au moins six mois avant ladite réunion.

Article 9

AMENDEMENTS A LA CONVENTION OU AUX PROTOCOLES

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles. Ces amendements tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

2. Les amendements à la présente Convention sont adoptés à une réunion de la Conférence des Parties. Les amendements à un protocole sont adoptés à une réunion des Parties au protocole considéré. Le texte de tout amendement proposé à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles, sauf disposition contraire du protocole considéré, est communiqué par le secrétariat aux Parties au moins six mois avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente Convention pour information.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir, en ce qui concerne tout amendement proposé à la présente Convention, à un accord par consensus. Si tous les efforts en vue d'un consensus ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote, et soumis par le dépositaire à toutes les Parties pour ratification, approbation ou acceptation.

4. La procédure exposée au paragraphe 3 ci-dessus est applicable aux amendements à tout protocole à la Convention, sauf que la majorité des deux tiers des parties au protocole considéré présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote est suffisante pour leur adoption.

5. La ratification, l'approbation ou l'acceptation des amendements est notifiée par écrit au dépositaire. Les amendements adoptés conformément aux paragraphes 3 ou 4 ci-dessus entrent en vigueur entre les parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après que le dépositaire aura reçu notification de leur ratification, approbation ou acceptation par les trois quarts au moins des parties à la présente Convention ou par les deux tiers au moins des parties au protocole considéré, sauf disposition contraire du protocole en question. Par la suite, les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation des amendements.

6. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote" s'entend des Parties présentes à la réunion qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.

Article 10

ADOPTION DES ANNEXES ET AMENDEMENT DE CES ANNEXES

1. Les annexes à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles font partie intégrante de la Convention ou dudit protocole, selon le cas, et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention ou aux protocoles est aussi une référence aux annexes à ces instruments. Lesdites annexes sont limitées aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire de tout protocole concernant ses propres annexes, la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente Convention ou d'annexes à un protocole sont régies par la procédure suivante :

a) Les annexes à la présente Convention sont proposées et adoptées selon la procédure décrite aux paragraphes 2 et 3 de l'article 9 ; les annexes à tout protocole sont proposées et adoptées selon la procédure décrite aux paragraphes 2 et 4 de l'article 9;

b) Toute partie qui n'est pas en mesure d'approuver une annexe supplémentaire à la présente Convention ou une annexe à l'un quelconque des protocoles auquel elle est partie en donne par écrit notification au dépositaire dans les six mois qui suivent la date de communication de l'adoption par le dépositaire. Ce dernier informe sans délai toutes les parties de toute notification reçue. Une partie peut à tout moment accepter une annexe à laquelle elle avait déclaré précédemment faire objection, et cette annexe entre alors en vigueur à l'égard de cette partie;

c) A l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de l'envoi de la communication par le dépositaire, l'annexe prend effet à l'égard de toutes les parties à la présente Convention ou au protocole considéré qui n'ont pas soumis de notification conformément à l'alinéa b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'amendements aux annexes à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la Convention ou à l'un quelconque des protocoles. Les annexes et les amendements y relatifs tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe implique un amendement à la Convention ou à un protocole, l'annexe supplémentaire ou l'annexe modifiée n'entre en vigueur que lorsque cet amendement à la Convention ou au protocole considéré entre lui-même en vigueur.

Article 11

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. En cas de différend entre Parties touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les parties concernées recherchent une solution par voie de négociation.

2. Si les parties concernées ne peuvent pas parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent conjointement faire appel aux bons offices d'une troisième partie ou lui demander sa médiation.

3. Lorsqu'il ratifie, accepte, approuve la présente convention ou y adhère, tout Etat ou organisation d'intégration économique régionale peut déclarer par écrit auprès du

Dépositaire que, dans le cas de différends qui n'ont pas été réglés conformément aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus, il accepte de considérer comme obligatoire l'un ou l'autre ou les deux modes de règlement ci-après

a) Arbitrage, conformément à la procédure qui sera adoptée par la Conférence des Parties, à sa première session ordinaire;

b) Soumission du différend à la Cour internationale de justice.

4. Si les Parties n'ont pas, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, accepté la même procédure ou une procédure, le différend est soumis à la conciliation conformément au paragraphe 5 ci-après, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

5. Une commission de conciliation est créée à la demande de l'une des parties au différend. La commission se compose d'un nombre de membres désignés à part égale par chacune des parties concernées, le président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés. La commission rend une sentence qui est sans appel, a valeur de recommandation et les Parties l'examinent de bonne foi.

6. Les dispositions, objet du présent article, s'appliquent à tout protocole, sauf dispositions contraires du protocole en question.

Article 12
SIGNATURE

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats et des organisations d'intégration économique régionale au Ministère fédéral des affaires étrangères de la République d'Autriche, à Vienne, du 22 mars 1985 au 21 septembre 1985 et au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 22 septembre 1985 au 21 mars 1986.

Article 13
RATIFICATION, ACCEPTATION OU APPROBATION

1. La présente Convention et tout protocole sont soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et des organisations d'intégration économique régionale. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire.

2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente Convention ou à tout protocole et dont aucun Etat membre n'est lui-même Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention ou dans le protocole, selon le cas. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention ou au protocole pertinent, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention ou du protocole, selon le cas. Dans de tels cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre de la Convention ou du protocole pertinent.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention ou par le protocole pertinent. Ces organisations notifient également au dépositaire toute modification importante de l'étendue de leurs compétences.

Article 14
ADHESION

1. La présente Convention et tout protocole seront ouverts à l'adhésion des Etats et des organisations d'intégration économique régionale à partir de la date à laquelle la Convention ou le protocole considéré ne seront plus ouverts à la signature. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention ou par le protocole considéré. Elles notifient également au dépositaire toute modification importante de l'étendue de leurs compétences.

3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 s'appliquent aux organisations d'intégration économique régionale qui adhèrent à la presente Convention ou à tout protocole.

Article 15

DROIT DE VOTE

1. Chaque Partie à la Convention ou à tout protocole dispose d une voix.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la Convention ou au protocole pertinent. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 16

RAPPORTS ENTRE LA CONVENTION ET SES PROTOCOLES

1. Aucun Etat ni aucune organisation d'intégration économique régionale ne peut devenir partie à un protocole sans être ou devenir simultanément Partie à la Convention.

2. Les décisions concernant tout protocole sont prises par les seules parties au protocole considéré.

Article 17

ENTREE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du vingtième instrument de ratification,
d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A moins que le texte du protocole n'en dispose autrement, tout protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du onzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit protocole ou d'adhésion audit protocole.

3. A l'égard de chacune des Parties qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention, ou y adhère, après le dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ladite Partie, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

4. Tout protocole, sauf disposition contraire dudit protocole, entrera en vigueur pour une Partie qui ratifie, accepte ou approuve ledit protocole ou y adhère après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 2 ci-dessus le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à la date à laquelle la Convention entrera en vigueur pour ladite Partie, selon celle de ces dates qui sera la dernière.

5. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration économique régionale visée à l'article 12 ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Article 18
RESERVES

Aucune réserve ne peut être faite à la présente Convention.

Article 19
DENONCIATION

1. Après l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie, ladite Partie pourra à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite donnée au dépositaire.

2. Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles, toute partie pourra, à tout moment après expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur de ce protocole à son égard, dénoncer ce dernier en donnant par écrit une notification à cet effet au dépositaire.

3. Toute dénonciation prendra effet après l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de sa réception par le dépositaire ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification de dénonciation.

4. Toute Partie qui aura dénoncé la présente Convention sera considérée comme ayant également dénoncé les protocoles auxquels elle est partie.

Article 20
DEPOSITAIRE

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assume les fonctions de dépositaire de la présente Convention ainsi que des protocoles.

2. Le dépositaire informe les Parties en particulier :

a) De la signature de la présente Convention et de tout protocole, ainsi que du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion conformément aux articles 13 et 14;

b) De la date d'entrée en vigueur de la Convention et de tout protocole conformément à l'article 17;

c) Des notifications de dénonciation faites conformément à l'article 19;

d) Des amendements adoptés en ce qui concerne la Convention et tout protocole, de l'acceptation de ces amendements par les Parties et de leur date d'entrée en vigueur conformément à l'article 9;

e) De toutes communications relatives à l'adoption ou à l'approbation d'annexes et à leurs amendement conformément à l'article 10;

f) De la notification par les organisations régionale d'intégration économique de l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la présente Convention et par tout protocole, et de toute modification y relative;

g) Des déclarations prévues à l'article 11.

Article 21
TEXTES FAISANT FOI

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Vienne, le vingt-deux mars mil neuf cent quatre-vingt cinq

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

<u>Annexe I</u>

RECHERCHE ET OBSERVATIONS SYSTEMATIQUES

1. Les Parties à la Convention reconnaissent que les principaux problèmes scientifiques sont :

a) Les modifications de la couche d'ozone qui entraîneraient un changement de l'intensité du rayonnement ultraviolet d'origine solaire ayant une action biologique (UV-B) atteignant la surface terrestre et les effets qu'elles pourraient avoir sur la santé des populations, sur les organismes, sur les écosystèmes et sur les matériaux utiles à l'humanité;

b) Les modifications de la répartition verticale de l'ozone qui changeraient la structure thermique de l'atmosphère et les conséquences météorologiques et climatiques qu'elles pourraient avoir.

2. Les Parties à la Convention, conformément à l'article 3, coopéreront en faisant des recherches, en procédant à des observations systématiques et en formulant des recommandations concernant les recherches et les observations futures dans des domaines tels que :

a) <u>Les recherches en physique et chimie de l'atmosphère</u>

i) Etablissement de modèles théoriques globaux : poursuite de la mise au point de modèles interactifs des processus radioactifs, chimiques et dynamiques; études des effets simultanés des diverses substances chimiques artificielles ou naturelles sur l'ozone de l'atmosphère, interprétation des séries de mesures recueillies par satellite ou autrement; évaluation des tendances des paramètres atmosphériques et géophysiques et mise au point de méthodes permettant d'attribuer à des causes bien déterminées les variations de ces paramètres;

ii) Etudes de laboratoire sur les coefficients cinétiques, les sections efficaces d'absorption et les processus chimiques et photochimiques dans la troposphère et la stratosphère; les données spectroscopiques nécessaires aux mesures effectuées pour toutes les régions utiles du spectre;

iii) Mesures sur le terrain : concentrations et flux de gaz sources essentiels d'origine aussi bien naturelle qu'anthropogène; étude sur la dynamique de l'atmosphère; mesures simultanées de substances photochimiquement apparentées, en descendant jusqu'à la couche limite planétaire, au moyen d'instruments in situ et de télémesures; comparaison des divers détecteurs; mesures coordonnées de corrélation pour les instruments placés à bord de satellites; champs tridimensionnels de constituants-traces essentiels, du flux solaire spectral et des paramètres météorologiques;

iv) Réalisation d'instruments, notamment de détecteurs à bord de satellites et autres pour la mesure des constituants-traces de l'atmosphère, du flux solaire et des paramètres météorologiques.

b) Recherches intéressant les effets sur la santé, les effets biologiques et les effets de photodégradation

i) Relation entre l'exposition de l'homme au rayonnement solaire, visible ou ultraviolet et a) l'apparition de cancers de la peau autres que le mélanome ou de mélanomes malins, et b) les effets sur le système immunologique;

ii) Effets du rayonnement UV-B, y compris la relation avec la longueur d'onde, sur a) les cultures, les forêts et autres écosystèmes terrestres et b) sur le système des aliments d'origine aquatique et sur la pêche, y compris en ce qui concerne l'inhibition éventuelle de la capacité de production d'oxygène du phytoplancton marin;

iii) Mécanismes par lesquels le rayonnement UV-B agit sur les matériaux, espèces et écosystèmes biologiques, y compris : relation entre la dose, le débit de dose et la réponse; photoréparation, adaptation et protection;

iv) Etudes sur les spectres d'action biologiques et la réponse spectrale à l'aide de rayonnements polychromatiques en vue de déterminer les interactions possibles des différentes zones de longueur d'onde;

v) Influence du rayonnement UV-B sur : la sensibilité et l'activité des espèces biologiques importantes pour équilibre de la biosphère; processus primaires tels que la photosynthèse et la biosynthèse;

vi) Influence du rayonnement UV-B sur la photodégradation des polluants, des produits chimiques agricoles et autres matières.

c) Recherches intéressant les effets sur le climat

Études théoriques et études d'observation a) des effets radiatifs de l'ozone et d'autres corps présents à l'état de traces et des incidences sur les paramètres du climat, tels que les températures à la surface des terres et des océans, le régime des précipitations et les échanges entre la troposphère et la stratosphère; et b) des effets de ces incidences climatiques sur divers aspects des activités humaines.

d) Observations systématiques

i) De l'état de la couche d'ozone (c'est-à-dire variabilité spatiale et temporelle du contenu total de la colonne et répartition verticale), en rendant pleinement opérationnel le Système mondial d'observation de la couche d'ozone fondé sur l'intégration des systèmes sur satellite et des systèmes au sol;

ii) Des concentrations, dans la troposphère et la stratosphère, des gaz donnant naissance aux radicaux HO_x, NO_x et ClO_x, y compris les dérivés du carbone;

iii) De la température depuis le sol jusqu'à la mésosphère, en utilisant à la fois des systèmes au sol et des systèmes sur satellite;

iv) Du flux solaire - longueurs d'onde - pénétrant dans l'atmosphère terrestre et le rayonnement thermiqué sortant de l'atmosphère terrestre, en utilisant les mesures faites par satellite;

v) Du flux solaire - longueurs d'onde - atteignant la surface de la Terre dans le domaine du rayonnement UV-B;

vi) Des propriétés et de la distribution des aérosols, depuis le sol jusqu'à la mésosphère en utilisant à la fois des systèmes au sol et des systèmes sur satellite;

vii) De la poursuite des programmes de mesures météorologiques de haute qualité à la surface pour les variables importantes pour le climat;

viii) De l'amélioration des méthodes d'analyse des données fournies par observations systématiques à l'échelon mondial sur les corps présents à l'état de traces, les températures, le flux solaire et les aérosols.

3. Les Parties à la Convention coopèrent, en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement, pour promouvoir la formation scientifique et technique appropriée nécessaire pour participer aux recherches et observations systématiques décrites dans la présente annexe. Il conviendrait d'accorder une importance particulière à l'étalonnage comparatif des appareils et des méthodes d'observation afin d'obtenir des ensembles de données scientifiques comparables ou normalisées.

4. Les substances chimiques d'origine naturelle ou anthropogène suivantes, dont la liste n'implique pas un classement particulier, semblent avoir le pouvoir de modifier les propriétés chimiques et physiques de la couche d'ozone.

a) Dérivés du carbone

i) Monoxyde de carbone (CO)

Le monoxyde de carbone est produit en grande quantité par les sources naturelles et artificielles et semble jouer un rôle important, directement, dans la photochimie de la troposphère, indirectement, dans la photochimie de la stratosphère;

ii) Dioxyde de carbone (CO_2)

Le dioxyde de carbone est produit en grande quantité par des sources naturelles et artificielles et agit sur l'ozone de la stratosphère en modifiant la structure thermique de l'atmosphère;

iii) Méthane (CH_4)

Le méthane est d'origine aussi bien naturelle qu'anthropogène et influe sur l'ozone tant de la troposphère que de la stratosphère;

iv) Hydrocarbures autres que le méthane

Ces hydrocarbures, qui comprennent un grand nombre de substances chimiques, ont des origines tant naturelles qu'anthropogènes et jouent un rôle, directement, dans la photochimie de la troposphère, indirectement, dans la photochimie de la stratosphère.

b) Dérivés de l'azote

i) Protoxyde d'azote (N_2O)

La source principale de N_2O est naturelle, mais les émissions artificielles deviennent de plus en plus importantes. Ce protoxyde est la source primaire des NO_x stratosphériques, qui jouent un rôle capital en limitant la concentration de l'ozone dans la stratosphère;

ii) Peroxydes d'azote (NO_x)

Les sources au sol de NO_x ne jouent un rôle primordial, directement, que dans les processus photochimiques au sein de la troposphère, et, indirectement, dans les processus photochimiques stratosphériques, alors que les injections de NO_x à proximité de la tropopause peuvent modifier directement la quantité d'ozone dans la troposphère et la stratosphère.

c) Dérivés du chlore

i) Alcanes entièrement halogénés par exemple CCl_4, $CFCl_3$ (CFC-11), CF_2Cl_2 (CFC-12), $C_2F_3Cl_3$ (CFC-113), $C_2F_4Cl_2$ (CFC-114)

Les alcanes entièrement halogénés sont d'origine anthropogène et constituent une source de ClO_x, lesquels jouent un rôle capital dans la photochimie de l'ozone, particulièrement entre 30 et 50 km d'altitude;

ii) Alcanes partiellement halogénés par exemple CH_3Cl, CHF_2Cl (CFC-22) CH_3CCl_3, $CHFCl_2$ (CFC-21)

La source de CH_3Cl est naturelle, alors que les autres alcanes partiellement halogénés mentionnés ci-dessus sont d'origine anthropogène. Ces gaz constituent aussi une source de ClO_x stratosphériques.

d) Dérivés du brome

Alcanes entièrement halogénés par exemple CF_3Br

Ces gaz sont d'origine anthropogène et constituent une source de BrO_x, qui se comporte de la même manière que les ClO_x.

e) Substances hydrogénées

i) Hydrogène (H_2)

L'hydrogène est d'origine naturelle et anthropogène; il joue un rôle secondaire dans la photochimie de la stratosphère;

ii) Eau (H_2O)

L'eau, qui est d'origine naturelle, joue un rôle essentiel dans la photochimie de la troposphère et de la stratosphère. Parmi les causes locales de présence de vapeur d'eau dans la stratosphère figurent l'oxydation du méthane et, dans une moindre mesure, celle de l'hydrogène.

Annexe II

ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les Parties à la Convention reconnaissent que la collecte et la mise en commun de renseignements est un moyen important de réaliser les objectifs de la présente Convention et d'assurer que les mesures qui pourraient être prises soient appropriées et équitables. En conséquence, les Parties échangeront des renseignements scientifiques, techniques, socio-économiques, commerciaux et juridiques.

2. En décidant quels renseignements doivent être collectés et échangés, les Parties à la Convention devraient prendre en considération l'utilité de ces renseignements et les dépenses à consentir pour les obtenir. Les Parties reconnaissent en outre que la coopération au titre de la présente annexe doit être compatible avec les lois, usages et règlements nationaux concernant les brevets, les secrets commerciaux et la protection des renseignements confidentiels et relatifs à des droits exclusifs.

3. Renseignements scientifiques

Ces renseignements englobent :

a) Les recherches publiques et privées, prévues et en cours, en vue de faciliter la coordination des programmes de recherche de manière à tirer le meilleur parti possible des ressources nationales et internationales disponibles;

b) Les données sur les émissions qui sont nécessaires pour la recherche;

c) Les résultats scientifiques publiés dans des périodiques spécialisés sur la physique et la chimie de l'atmosphère terrestre et la sensibilité de celle-ci aux modifications, et en particulier sur l'état de la couche d'ozone et sur les effets qu'entraînerait la modification aussi bien du contenu total de la colonne d'ozone que de la répartition verticale de l'ozone, quelle que soit l'échelle de temps, sur la santé des populations humaines, l'environnement et le climat;

d) L'évaluation des résultats de la recherche et les recommandations sur les travaux futurs de recherche.

4. Renseignements techniques

Ces renseignements portent notamment sur :

a) L'existence et le coût de produits de substitution chimiques et de technologies de remplacement utilisables pour réduire les émissions de substances qui entraînent des modifications de la couche d'ozone et les travaux de recherche connexes entrepris ou envisagés;

b) Les limitations et éventuellement les risques que comporte l'utilisation de produits de substitution chimiques ou autres et de technologies de remplacement.

5. Renseignements socio-économiques et commerciaux sur les substances visées à l'annexe I

Ces renseignements portent notamment sur :

a) La production et la capacité de production;

b) L'utilisation et les modes d'utilisation;

c) Les importations et les exportations;

d) Les coûts, risques et avantages d'activités humaines susceptibles de modifier indirectement la couche d'ozone et l'impact des mesures de réglementation prises ou envisagées pour contrôler ces activités.

6. Renseignements juridiques

Ces renseignements portent notamment sur :

a) Les législations nationales, les mesures administratives et les travaux de recherche juridique intéressant la protection de la couche d'ozone;

b) Les accords internationaux, et notamment les accords bilatéraux, intéressant la protection de la couche d'ozone;

c) Les méthodes et conditions en matière d'accords de licence et les brevets existants concernant la protection de la couche d'ozone.

1. Résolution sur les dispositions institutionnelles et financières

La Conférence,

Ayant adopté la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone,

Rappelant que par la Convention, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est désigné pour assurer les services de secrétariat jusqu'à la fin de la première réunion ordinaire de la Conférence des Parties tenue conformément à l'article 6 de la Convention,

Reconnaissant qu'il appartient aux Parties à la Convention de financer les coûts du secrétariat de la Convention et les autres coûts administratifs,

1. Prend acte des estimations de coûts concernant les deux premières années de fonctionnement du secrétariat de la Convention, présentées par les secrétariats du PNUE et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM);

2. Prend également acte du fait que le Directeur exécutif du PNUE est prêt à contribuer au financement des coûts du secrétariat intérimaire pendant les deux à trois premières années de son fonctionnement, à condition que le Fonds pour l'environnement dispose de ressources suffisantes;

3. Prie le Directeur exécutif du PNUE, en consultation avec les signataires de la Convention et en étroite coopération avec l'OMM et les autres organismes compétents des Nations Unies, de prendre les dispositions nécessaires pour le secrétariat intérimaire afin de réaliser les objectifs de la Convention;

4. Prend en outre acte avec satisfaction des déclarations du Directeur exécutif du PNUE et du Conseil exécutif de l'OMM offrant de faire office de secrétariat permanent de la Convention.

2. Résolution sur un protocole concernant les chlorofluorocarbones

La Conférence,

Notant avec satisfaction que la Convention pour la protection de la couche d'ozone a été ouverte à la signature à Vienne le 22 mars 1985,

Tenant compte de la décision 8/7B adoptée le 29 avril 1980 par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE),

Considérant que la Convention est un instrument important pour la protection de la couche d'ozone de modifications dues aux activités humaines,

Prenant acte du fait que l'article 2 de la Convention fait obligation aux parties de prendre des mesures appropriées pour protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant ou susceptibles de résulter des activités humaines qui modifient ou sont susceptibles de modifier la couche d'ozone,

Reconnaissant que les émissions et les utilisations, à l'échelle mondiale, de chlorofluorocarbones entièrement halogénés et d'autres substances contenant du chlore peuvent appauvrir de façon importante et modifier d'autres façons la couche d'ozone, ce qui pourrait avoir des effets néfastes sur la santé de l'homme, les cultures, la vie marine, les matières premières et le climat et reconnaissant par ailleurs la nécessité d'évaluer de manière plus approfondie les modifications possibles et leurs effets négatifs potentiels,

Ayant présentes à l'esprit les mesures de précaution et les utilisations déjà prises à l'échelon national et régional pour réglementer les émissions et les utilisations de chlorofluorocarbones, mais reconnaissant que ces mesures pourraient ne pas suffire pour protéger la couche d'ozone,

Déterminée par conséquent à poursuivre les négociations en vue de l'élaboration d'un protocole concernant la réglementation de la production, des émissions et des utilisations mondiales de chlorofluorocarbones,

Consciente de la considération spéciale qu'il convient d'accorder à la situation particulière des pays en développement,

Consciente aussi qu'il existe une relation entre le niveau d'industrialisation d'un Etat et sa responsabilité en ce qui concerne la protection de la couche d'ozone,

Notant les progrès considérables accomplis par le groupe de travail spécial constitué d'experts juridiques et techniques chargés de l'élaboration d'une convention-cadre mondiale pour la protection de la couche d'ozone en vue de mettre au point un protocole concernant les chlorofluorocarbones, mais notant également que le Groupe de travail n'était pas en mesure de terminer ses travaux concernant ce protocole,

1. En attendant l'entrée en vigueur de la Convention, prie le Directeur exécutif du PNUE, sur la base des travaux accomplis par le groupe de travail spécial, de réunir un groupe de travail pour poursuivre l'élaboration d'un protocole établissant des stratégies à long terme et des stratégies à court terme en vue de réglementer la production, les utilisations et les émissions mondiales de chlorofluorocarbones, en tenant compte de la situation particulière des pays en développement ainsi que des travaux de recherche scientifique et économique les plus récents;

2. Engage toutes les parties intéressées, afin de faciliter l'élaboration d'un protocole, à coopérer aux études permettant une compréhension plus générale des scénarios possibles pour la production, les émissions et les utilisations globales de chlorofluorocarbones et d'autres substances affectant la couche d'ozone, ainsi que des coûts et des incidences des diverses mesures de réglementation et, à cette fin, demande auxdites parties d'organiser, sous le patronage du PNUE, des journées d'étude sur ce sujet;

3. Prie le groupe de travail de tenir compte, dans la mise au point d'un protocole, notamment du rapport du Comité de coordination pour la protection de la couche d'ozone sur sa huitième session ainsi que de l'évaluation faite par l'Organisation météorologique mondiale en 1985 de la perception actuelle des processus physiques et chimiques qui permettent de contrôler l'ozone de l'atmosphère;

4. Autorise le Directeur exécutif, en consultation avec les signataires et en attendant l'entrée en vigueur de la Convention, à réunir une conférence diplomatique, si possible en 1987, en vue d'adopter ledit protocole;

5. Lance un appel aux signataires de la Convention et aux autres parties qui y sont intéressées, participant à l'élaboration d'un protocole, pour qu'ils fournissent les moyens financiers nécessaires pour appuyer les activités envisagées aux paragraphes ci-dessus;

6. Invite instamment tous les Etats et organisations d'intégration économique régionale, en attendant l'entrée en vigueur d'un protocole, à contrôler leurs émissions de chlorofluorocarbones, notamment par aérosols, par tous les moyens à leur disposition, y compris par des contrôles de la production et de l'utilisation, dans toute la mesure du possible.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE DI VIENNA

PER LA PROTEZIONE DELLA OZONOSFERA

NAZIONI UNITE

1985

CONVENZIONE DI VIENNA PER LA PROTEZIONE DELLA OZONOSFERA

Preambolo

Le Parti alla presente Convenzione,

Coscienti dell'incidenza nefasta che potrebbe avere sulla salute del dell'uomo e l'ambiente ogni modificazione della ozonosfera,

Ricordando le relative disposizioni della Dichiarazione della Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente, e in particolare il principio 21, in cui è stipulato che conformemente alla Carta delle Nazioni Unite e ai principi del diritto internazionale, "gli Stati hanno il diritto sovrano di sfruttare le proprie risorse secondo la propria politica ambientale e hanno il dovere di fare in modo che le attività esercitate nei limiti della loro giurisdizione o sotto il loro controllo non causino danni all'ambiente in altri stati o regioni che non cadono sotto nessuna giurisdizione nazionale",

Tenendo conto della situazione e dei bisogni particolari dei paesi in via di sviluppo,

Avendo presenti i lavori e gli studi in corso presso organizzazioni sia internazionali che nazionali e, in particolare, il Piano mondiale d'azione per la ozonosfera del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente,

Avendo anche presenti le misure di precauzione già prese a livello nazionale e internazionale in vista della protezione della ozonosfera,

Coscienti che l'adozione di misure atte a proteggere l'ozonosfera

dalle modificazioni imputabili alle attività umane può essere effettuata solo nel contesto di una cooperazione e di un azione internazionali e dovrebbe essere fondata su dati scientifici e tecnici pertinenti,

Coscienti egualmente della necessità di effettuare nuove ricerche e osservazioni sistematiche al fine di sviluppare le conoscenze scientifiche sulla ozonosfera e gli effetti nocivi che potrebbero essere causati dalla sua perturbazione,

Determinate a proteggere la salute dell'uomo e l'ambiente contro gli effetti nocivi risultanti dalla modificazione della ozonosfera,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo

DEFINIZIONI

Ai fini della presente Convenzione:

1. Per "ozonosfera" si intende lo strato di ozono atmosferico presente al di sopra dello strato limite del pianeta.

2. Per "effetti nocivi" si intendono le modificazioni apportate all'ambiente fisico o agli esseri viventi , ivi compresi i cambiamenti climatici, che esercitano effetti nocivi significativi sulla salute dell'uomo o sulla composizione, la resistenza e la produttività degli ecosistemi naturali o predisposti o sui materiali utili all'umanità.

3. Per "tecnologia o materiali di sostituzione" si intende una tecnologia o un materiale la cui utilizzazione permette di ridurre o

di escludere praticamente le emissioni di sostanze che hanno o possono avere effetti nocivi sulla ozonosfera.

4. Per "sostanze di sostituzione" si intendono sostanze che riducono, eliminano o evitano gli effetti nocivi sulla ozonosfera.

5. Per "Parti" si intendono le Parti alla presente convenzione, a meno che il testo non imponga un'altra interpretazione.

6. Per "organizzazione regionale di integrazione economica" si intende una organizzazione costituita da Stati sovrani di una determinata regione che ha competenza nei settori coperti dalla Convenzione o dai suoi protocolli ed è stata debitamente autorizzata, secondo le sue procedure interne, a firmare, a ratificare, ad accettare, ad approvare la Convenzione o i suoi protocolli o ad aderirvi.

7. Per "protocolli" si intendono i protocolli della presente Convenzione.

Articolo 2
OBBLIGHI GENERALI

1. Le Parti adotteranno misure appropriate conformemente alle disposizioni della presente Convenzione e dei protocolli in vigore di cui sono parti per proteggere la salute dell'uomo e l'ambiente contro gli effetti nocivi che derivano o possono derivare dalle attività umane che modificano o possono modifi-

care l'ozonosfera.

2. A questo scopo, le Parti, secondo i mezzi di cui dispongono e secondo le loro possibilità:

a) Cooperano, per mezzo di osservazioni sistematiche, di ricerche e di scambi di informazioni al fine di meglio comprendere e apprezzare gli effetti delle attività umane sulla ozonosfera e gli effetti esercitati sulla salute dell'uomo e l'ambiente dalla modificazione della ozonosfera;

b) Adottano le misure legislative o amministrative adeguate e cooperano per armonizzare le politiche appropriate tendenti a regolamentare, limitare, ridurre o prevenire le attività umane dipendenti dalla loro giurisdizione o dal loro controllo nel caso in cui queste attività abbiano o possano avere effetti nocivi in seguito alla modificazione, o alla eventuale modificazione della ozonosfera;

c) Cooperano per formulare misure, procedure e norme convenute per l'applicazione della presente Convenzione in vista della adozione di protocolli e annessi;

d) Cooperano con gli organismi internazionali competenti per l'effettiva applicazione della presente Convenzione e i protocolli di cui esse sono parti.

3) Le disposizioni della presente Convenzione sono senza effetti sul diritto delle Parti di adottare, conformemente al diritto internazionale, misure interne più rigorose di quelle esaminate ai

paragrafi 1) e 2) di cui sopra e sono anche senza effetto sulle mi_
sure interne addizionali già prese da una Parte, salvo che
queste misure non siano incompatibili con le obbligazioni derivanti
a dette Parti dalla presente Convenzione.

4. L'applicazione del presente articolo è fondata su conside_
razioni scientifiche e tecniche pertinenti.

Articolo 3
RICERCHE E OSSERVAZIONI SISTEMATICHE

1. Le parti si impegnano, secondo la necessità, a intraprendere
ricerche e valutazioni scientifiche o a cooperare alla realizzazione
di ricerche e di valutazioni scientifiche, direttamente o con l'inter_
mediazione di organi internazionali competenti su:

a) I processi fisici e chimici che possono influire sulla
ozonosfera;

b) Gli effetti sulla salute dell'uomo e gli altri effetti
biologici di ogni modificazione della ozonosfera, in particolare que_
li che risultano dalle modificazioni dell'irradiamento ultravioletto
d'origine solare avente una azione biologica (UV-B);

c) Le incidenze sul clima delle modificazioni della
ozonosfera;

d) Gli effetti delle modificazioni della ozonosfera e delle modificazioni dell'irradiamento UV-B risultanti sui materiali naturali e sintetici utili all'umanità;

e) Le sostanze, pratiche, processi e attività che possono influire sulla ozonosfera e i loro effetti cumulativi;

f) Le sostanze e tecnologie di sostituzione;

g) I problemi socio-economici connessi;

e come precisato agli annessi I e II.

2. Le Parti si impegnano a promuovere o a mettere a punto, secondo la necessità, direttamente o con l'intermediazione di organi internazionali competenti e tenendo pienamente conto della loro legislazione nazionale e delle attività pertinenti sia a livello nazionale che internazionale, dei programmi comuni o complementari ai fini di osservazioni sistematiche dello stato della ozonosfera e di altri parametri pertinenti conformemente alle disposizioni dell'annesso I.

3. Le Parti si impegnano a cooperare, direttamente o con l'intermediazione di organi internazionali competenti, per assicurare la raccolta, la convalidazione e la trasmissione dei dati ottenuti dalla ricerca e dei dati osservati, con l'intermediazione di centri di dati mondiali adeguati e in modo regolare e senza ritardo.

Articolo 4

COOPERAZIONE NEI CAMPI GIURIDICO SCIENTIFICO E TECNICO

1. Le Parti facilitano e favoriscono lo scambio di informazioni scientifiche, tecniche, socio-economiche, commerciali e giuridiche appropriate ai fini della presente Convenzione e come precisato all'annesso II. Queste informazioni sono fornite agli organi autorizzati dalle Parti. Ogni organismo che riceve informazioni considerate come confidenziali dalla Parte che le fornisce provvede a che queste non siano divulgate e le riunirà al fine di proteggerne il carattere confidenziale prima di metterle a disposizione di tutte le Parti.

2. Le Parti cooperano, conformemente alla loro legislazione, regolamentazione e consuetudini nazionali e tenendo conto, in particolare, dei bisogni dei paesi in via di sviluppo, per promuovere, direttamente o con l'intermediazione degli organi internazionali competenti, la messa a punto e il transferimento di tecnologia e conoscenze. La cooperazione si attuerà soprattutto con i mezzi seguenti:

a) facilitare l'acquisizione di tecnologie di sostituzione dalle altre Parti;

b) Fornire informazioni sulle tecnologie e il materiale di sostituzione e i manuali o le guide speciali in materia;

c) Fornire il materiale e le istallazioni di ricerca e di osservazione sistematiche necessarie;

d) Assicurare la formazione appropriata del personale scientifico e tecnico.

Articolo 5

COMUNICAZIONE D'INFORMAZIONI

Le Parti trasmettono alla Conferenza delle Parti istituita dall'articolo 6, tramite il segretariato, le informazioni sulle misure che esse hanno adottato in applicazione della presente Convenzione e dei protocolli di cui sono parti, la forma e frequenza di tali rapporti essendo stabilite dalle riunioni delle Parti agli strumenti considerati.

Articolo 6

CONFERENZA DELLE PARTI

1. Il presente articolo istituisce una Conferenza delle Parti. La prima riunione della Conferenza delle Parti sarà convocata dal segretariato designato a titolo provvisorio, conformemente all'articolo 7, un anno-al più tardi-dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione. In seguito, riunioni ordinarie della Conferenza delle Parti avranno luogo regolarmente, secondo la frequenza determinata dalla Conferenza nella sua prima riunione.

2. Riunioni straordinarie della Conferenza delle Parti potranno aver luogo in qualsiasi momento se la Conferenza lo ritiene necessario, o previa domanda scritta di una Parte a condizione che questa domanda sia sostenuta da almeno un terzo delle Parti nei sei mesi seguenti la propria comunicazione alle Parti suddette da parte del segretariato.

3. La Conferenza delle Parti stabilirà e adotterà per consenso il proprio regolamento interno e il proprio regolamento finanziario, i regolamenti interni e i regolamenti finanziari di ogni organo sussidiario che essa potrà creare e le disposizioni finanziarie che regoleranno il funzionamento del segretariato.

4. La Conferenza delle Parti esamina in permanenza l'applicazione della presente Convenzione e, inoltre:

a) Stabilisce la forma e la frequenza della comunicazione delle informazioni che debbono essere presentate conformemente all'articolo 5 e esamina sia queste informazioni sia i rapporti presentati da ogni organo sussidiario;

b) Studia le informazioni scientifiche sullo stato della ozonosfera, sulla sua possibile modificazione e sugli effetti possibili di questa modificazione;

c) Favorisce, conformemente all'articolo 2, l'armonizzazione delle politiche, strategie e misure appropriate per ridurre al minimo i rifiuti di sostanze che modificano o possono modificare l'ozonosfera e fa raccomandazioni su tutte le altre misure in rapporto con la presente Convenzione;

d) Adotta, conformemente agli articoli 3 e 4, programmi di ricerche , di osservazioni sistematiche, di cooperazione scientifica e tecnica, di scambi di informazioni e di trasferimento di tecnologia e di conoscenze;

e) Esamina e adotta, a seconda della necessità , gli emendamenti alla presente Convenzione e ai suoi annessi, conformemente agli articoli 9 e 10;

f) Esamina gli emendamenti a ogni protocollo e gli annessi a ogni protocollo e, se . così è stato deciso , raccomanda la loro adozione alle parti al relativo protocollo;

g) Esamina e adotta, a seconda della necessità, gli annessi supplementari alla presente Convenzione, conformemente all'articolo 10;

h) Esamina e adotta, a seconda della necessità, i protocolli conformemente all'articolo 8;

i) Istituiscegli organi sussidiari giudicati necessari all'applicazione della presente Convenzione;

j) Si assicura, a seconda delle necessità, i servizi di organismi internazionali e di comitati scientifici competenti e, in particolare, quelli della Organizzazione meteorologica mondiale, della Organizzazione mondiale della sanità , così come del comitato di coordinamento per l'ozonosfera, per ricerche scientifiche, osservazioni sistematiche e altre attività conformi agli obiettivi della presente Convenzione; utilizza anche, secondo le necessità ,le informazioni provenienti da questi organi e comitati;

k) Esamina e prende ogni altra misura necessaria a perseguire gli obiettivi della presente Convenzione.

5. L'Organizzazione delle Nazioni Unite, le sue Istituzioni specializzate e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica, così come ogni Stato che non è parte alla presente Convenzione, possono farsi rappresentare da osservatori alle riunioni della Conferenza delle Parti. Ogni organo o organismo nazionale o internazionale governativo o non governativo qualificato nei campi legati alla protezione della ozonosfera che ha informato il segretariato del proprio desiderio di farsi rappresentare a una riunione della Conferenza delle parti in qualità di osservatore, può essere ammesso a prendervi parte purchè un terzo almeno delle parti presenti non vi faccia obiezione. L'ammissione e la partecipazione degli osservatori sono subordinate al rispetto del regolamento interno adottato dalla Conferenza delle Parti.

Articolo 7
IL SEGRETARIATO

1. Le funzioni del segretariato sono le seguenti:

a) Organizzare le riunioni delle Parti conformemente agli articoli 6, 8, 9 e 10 e assicurarne il servizio;

b) Stabilire e trasmettere un rapporto fondato sulle informazioni ottenute conformemente agli articoli 4 e 5, così come

sulle informazioni ottenute in occasione delle riunioni degli organi sussidiari creati in virtù dell'articolo 6;

c) Adempiere alle funzioni che gli sono assegnate in virtù di ogni protocollo alla presente Convenzione;

d) Stabilire rapporti sulle attività condotte a buon fine nell'esercizio delle funzioni assegnategli in virtù della presente Convenzione e presentarle alla Conferenza delle Parti;

e) Assicurare il coordinamento necessario con altri organismi internazionali competenti e in particolare concludere gli accordi amministrativi e contrattuali che potrebbero essergli necessari per adempiere efficacemente alle proprie funzioni.

f) Adempiere a tutte le altre funzioni che la Conferenza delle Parti potrebbe decidere di assegnargli.

2. Le funzioni del segretariato saranno esercitate provvisoriamente dal Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente fino alla fine della prima riunione ordinaria della Conferenza delle Parti, tenuta conformemente all'articolo 6. Alla sua prima riunione ordinaria, la Conferenza delle Parti designerà il segretariato tra le organizzazioni internazionali competenti che si saranno proposte per assicurare le funzioni di segretariato previste dalla presente Convenzione.

Articolo 8

ADOZIONE DI PROTOCOLLI

1. La Conferenza delle Parti, può, durante una riunione, adottare protocolli alla presente Convenzione conformemente all'articolo 2.

2. Il testo di ogni protocollo proposto è comunicato dal segretariato alle Parti almeno sei mesi prima della suddetta riunione.

Articolo 9

EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE O AI PROTOCOLLI

1. Ogni Parte può proporre emendamenti alla presente Convenzione o a uno qualunque dei protocolli. Questi emendamenti tengono debitamente conto, tra l'altro, delle considerazioni scientifiche e tecniche pertinenti.

2. Gli emendamenti alla presente Convenzione sono adottati durante una riunione della Conferenza delle Parti. Gli emendamenti a un protocollo sono adottati in una riunione delle Parti al protocollo in oggetto. Il testo di ogni emendamento proposto alla presente Convenzione o a uno qualunque dei protocolli, salvo disposizione contraria del protocollo considerato, è comunicato dal segretariato alle Parti almeno sei mesi prima della riunione in cui è proposto per adozione. Il segretariato comunica per informazione anche gli emendamenti proposti dai firmatari della presente Convenzione.

3. Le Parti non risparmiano alcuno sforzo per raggiungere,

per quanto attiene ogni emendamento proposto per la presente Convenzione, un accordo per consenso. Se tutti gli sforzi per pervenire ad un consenso sono stati esauriti senza che un accordo sia stato raggiunto, l'emendamento è approvato in ultima istanza da un voto a maggioranza dei tre quarti delle Parti presenti alla riunione e che abbiano espresso il loro voto e sottoposto dal depositario a tutte le Parti per ratifica: approvazione o accettazione.

4. La procedura esposta al paragrafo 3 di cui sopra è applicabile agli emendamenti a ogni protocollo alla Convenzione, salvo che la maggioranza dei due terzi delle Parti al protocollo in oggetto presenti alla riunione e che abbia espresso il proprio voto, sia sufficiente per l'approvazione.

5. La ratifica, l'approvazione o l'accettazione degli emendamenti è notificata per iscritto al depositario. Gli emendamenti adottati conformemente ai paragrafi 3 o 4 di cui sopra entrano invigore fra le Parti che li hanno accettati il novantesimo giorno dopo che il depositario avrà avuto la notifica della loro ratifica, approvazione o accettazione da tre quarti almeno delle parti alla presente Convenzione o dai due terzi almeno delle Parti al protocollo in oggetto, salvo disposizione contraria del protocollo in questione. In seguito, gli emendamenti entrano in vigore per ogni altra Parte il novantesimo giorno dopo il deposito della suddetta Parte del suo strumento di ratifica, di approvazione o di accettazione degli emendamenti.

6. Ai fini del presente articolo, con l'espressione "Parti presenti

alla riunione e aventi espresso il proprio voto" si intendono le Parti presenti alla riunione che hanno emesso un voto affermativo o negasivo.

Articolo 10

ADOZIONE DEGLI ANNESSI ED EMENDAMENTI DI QUESTI ANNESSI

1. Gli annessi alla presente Convenzione o a uno qualunque dei protocolli fanno parte integrante della Convenzione o del suddetto protocollo, secondo il caso, e, salvo disposizione contraria espressa, ogni riferimento alla presente Convenzione o ai protocolli è anche un riferimento agli annessi a questi strumenti. I suddetti annessi sono limitati alle questioni scientifiche, tecniche e amministrative.

2. Salvo disposizione contraria di ogni protocollo concernente i propri annessi, la proposta. l'adozione e l'entrata in vigore di annessi supplementari alla presente Convenzione o di annessi a un protocollo sono regolati dalla procedura seguente:

a) Gli annessi alla presente Convenzione sono proposti e adottati secondo la procedura descritta ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 9; gli annessi a ogni protocollo sono proposti e adottati secondo la procedura descritta ai paragrafi 2 e 4 dell'articolo 9;

b) Ogni Parte che non è in grado di approvare un annesso supplementare alla presente Convenzione o un annesso a uno

qualunque dei protocolli di cui è parte ne da per iscritto notifica al depositario nei sei mesi che seguono la data di comunicazione dell'adozione da parte del depositario. Quest'ultimo informa senza indugio tutte le parti di ogni notifica ricevuta. Una parte può in ogni momento accettare un annesso a cui ha dichiarato precedentemente di fare obiezione e questo annesso entra allora in vigore per questa parte;

c) Al termine di un periodo di sei mesi a partire dalla data di invio della comunicazione da parte del depositario, l'annesso entra in vigore per tutte le parti alla presente Convenzione o al protocollo considerato che non hanno presentato le notifiche di cui al precedente capoverso b).

3. La proposta, l'adozione e l'entrata in vigore di emendamenti agli annessi alla presente Convenzione o a uno qualunque dei protocolli sono sottoposte alla stessa procedura della proposta, dell'adozione dell'entrata in vigore degli annessi alla Convenzione o a uno qualunque dei protocolli. Gli annessi e gli emendamenti ad essi relativi tengono debitamente conto, fra l'altro, delle considerazioni scientifiche e tecniche pertinenti.

4. Se un annesso supplementare o un emendamento ad un annesso implicano un emendamento alla Convenzione o a un protocollo, l'annesso supplementare o l'annesso modificato entrano in vigore solo quando questo emendamento alla Convenzione o al protocollo considerato entra esso stesso in vigore.

Articolo 11

COMPOSIZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. In caso di una controversia fra le Parti concernente l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione, le parti in causa ricercano una soluzione negoziale.

2. Se le parti in causa non possono pervenire a un accordo per via negoziale, esse possono congiuntamente fare appello ai buoni uffici di una terza parte e domandarne la mediazione.

3. Allorché ratifica, accetta, approva la presente convenzione o vi aderisce, ogni Stato o organizzazione di integrazione economica regionale può dichiarare per iscritto al Depositario che, nel caso di controversie che non sono state composte in conformità ai paragrafi 1 o 2 di cui sopra accetta di considerare obbligatori l'uno o l'altro o entrambi i seguenti tipi di composizione:

a) Arbitrato conformemente alla procedura che sarà adottata dalla Conferenza delle Parti nella sua prima sessione ordinaria;

b) Presentazione della controversia alla Corte internazionale di giustizia.

4. Se le Parti non hanno, conformemente al paragrafo 3 di cui sopra, accettato la stessa procedura o una procedura, la controversia sottoposta conciliazione conformemente al paragrafo 5, a meno che le Parti non convengano altrimenti.

5. Su richiesta di una delle parti alla controversia è istituita una commissione di conciliazione. La commissione è composta da un numero di membri designati in parti eguali da ciascuna delle parti in causa, mentre il presidente è scelto di comune accordo dai membri così designati. La commissione emette una sentenza senza appello, avente valore di raccomandazione e le Parti la esaminano in buona fede.

6. Le disposizioni, oggetto del presente articolo, si applicano a ogni protocollo, salvo disposizioni contrarie del protocollo in questione.

Articolo 12

FIRMA

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati e delle organizzazioni di integrazione economica regionale, presso il Ministero Federale degli Affari Esteri della Repubblica d'Austria, a Vienna, dal 22 marzo al 21 settembre 1985 e presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York dal 22 settembre 1985 al 21 marzo 1986.

Articolo 13

RATIFICA, ACCETTAZIONE O APPROVAZIONE

1. La presente Convenzione e ogni protocollo sono sottoposti

alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione degli Stati e delle organizzazioni di integrazione economica regionale. Gli strumenti di ratifica, d'accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il depositario.

2. Ogni organizzazione contemplata nel paragrafo 1 di cui sopra che divenga Parte alla presente Convenzione o a ciascun protocollo e di cui nessuno stato membro sia esso stesso Parte, è vincolata da tutti gli obblighi enunciati nella Convenzione o nel protocollo, a seconda dei casi. Allorché uno o più Stati membri di una di queste organizzazioni sono Parti alla Convenzione o al protocollo pertinente, l'organizzazione e i suoi stati membri decidono di comune accordo le loro rispettive responsabilità per ciò che concerne l'esecuzione dei loro obblighi in virtù della Convenzione o del protocollo, a seconda dei casi. In tali casi , l'organizzazione e gli Stati membri non sono abilitati a esercitare simultaneamente i loro diritti in base alla Convenzione o al relativo protocollo.

3. Nei loro strumenti di ratifica, d'accettazione o di approvazione, le organizzazioni contemplate al paragrafo 1 di cui sopra indicano l'estensione delle loro competenze nei campi regolati dalla Convenzione o dal relativo protocollo Queste organizzazioni notificano egualmente al depositario ogni modifica importante della estensione delle proprie competenze.

Articolo 14

ADESIONE

1. La presente Convenzione e ogni protocollo saranno aperti alla adesione degli Stati e delle organizzazioni di integrazione economica regionale a partire dalla data in cui la Convenzione o il protocollo considerato non saranno più aperti alla firma. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario.

2. Nei propri strumenti di adesione, le organizzazioni contemplate al paragrafo 1 di cui sopra indicano l'estensione delle proprie competenze nei campi regolati dalla Convenzione o dal protocollo considerato. Esse notificano egualmente al depositario ogni modifica importante della estensione delle proprie competenze.

3. Le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 13 si applicano alle organizzazioni di integrazione economica regionale che aderiscono alla presente Convenzione o a ciascun protocollo.

Articolo 15

DIRITTO DI VOTO

1. Ciascuna Parte alla Convenzione o a ciascun protocollo dispone di un voto.

2. Fatte salve le disposizioni del precedente paragrafo 1 , le organizzazioni d'integrazione economica regionale dispongono, per esercitare il loro diritto di voto nei campi attinenti alla propria competenza, di un numero di voti eguale al numero dei loro stati membri che sono Parti alla Convenzione o al protocollo pertinente. Queste organizzazioni non esercitano il loro diritto di voto se i loro stati membri esercitano il proprio e viceversa.

Articolo 16
RAPPORTI FRA LA CONVENZIONE E I SUOI PROTOCOLLI

1. Nessuno Stato e nessuna organizzazione di integrazione economica regionale possono divenire parte a un protocollo senza essere o divenire contemporaneamente Parte alla Convenzione.

2. Le decisioni concernenti ogni protocollo sono prese soltanto dalle parti al rotocollo considerato.

Articolo 17
ENTRATA IN VIGORE

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo

giorno successivo alla data del deposito del ventesimo strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione.

2. A meno che il testo del protocollo non disponga altrimenti, ogni protocollo entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito dell'undicesimo strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione del suddetto protocollo o di adesione al suddetto protocollo.

3. Per ciascuna delle Parti che ratifica, accetta o approva la presente Convenzione o vi aderisce, dopo il deposito del ventesimo strumento di ratifica, d'approvazione o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito, dello strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o di adesione. di detta parte.

Ogni protocollo, salvo disposizione contraria dello stesso, entrerà in vigore per la Parte che ratifichi, accetti o approvi il suddetto protocollo o vi aderisca, dopo che esso sarà entrato in vigore conformemente al precedente paragrafo 2, il novantesimo giorno dopo la data del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione della suddetta parte, o alla data in cui la Convenzione entrerà in vigore per la suddetta Parte, secondo l'ultima tra queste due date.

5. Ai fini dei paragrafi 1 e 2 di cui sopra, nessuno degli strumen

ti depositati da una organizzazione di integrazione economica regionale contemplata all'articolo 12 deve essere considerato come uno strumento che viene ad aggiungersi agli strumenti già depositati dagli stati membri della suddetta organizzazione.

Articolo 18

RISERVE

Nessuna riserva può esser fatta alla presente Convenzione.

Articolo 19

DENUNCIA

1. Allo scadere di un periodo di quattro anni a partire dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti di una Parte, la Parte suddetta potrà in ogni momento denunciare la Convenzione notificandolo per iscritto al depositario.

2. Salvo disposizione contraria di uno qualunque dei protocolli, ogni parte potrà, in ogni momento dopo lo scadere di un periodo di quattro anni a partire dalla data di entrata in vigore di questo protocollo nei propri confronti, denunciare quest'ultimo notificandolo per iscritto al depositario.

3. Ogni denuncia avrà effetto allo scadere di un periodo di un anno a partire dalla data del suo ricevimento da parte

del depositario o ad ogni altra successiva data che sia specificata nella notifica di denuncia.

4. Ogni Parte che avrà denunciato la presente Convenzione sarà considerata come avente egualmente denunciato i protocolli di cui è parte.

Articolo 20
DEPOSITARIO

1. Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite assume le funzioni di depositario sia della presente Convenzione che dei suoi protocolli.

2. Il depositario informa le Parti in particolare:

a) Della firma della presente Convenzione e di ogni protocollo, così come del deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione e di adesione, conformemente agli articoli 13 e 14;

b) Della data di entrata in vigore della Convenzione e di ogni protocollo conformemente all'articolo 17;

c) Delle notifiche di denuncia eseguite conformemente all'articolo 19;

d) Degli emendamenti adottati relativamente alla Convenzione e ad ogni protocollo, dell'accettazione di questi emendamenti dalle Parti e della loro data di entrata in vigore conformemente all'articolo 9;

e) Di tutte le comunicazioni relative all'adozione o all'approvazione di annessi e ai loro emendamenti conformemente all'articolo 10;

f) Della notifica da parte delle organizzazioni di integrazione economica regionale della estensione delle loro competenze nei campi regolati dalla presente Convenzione e da ogni protocollo e di ogni modifica ad essi relativa;

g) Delle dichiarazioni previste all'articolo 11.

Articolo 21

TESTI FACENTI FEDE

L'originale della presente Convenzione, di cui i testi inglese, arabo, cinese, spagnolo, francese e russo fanno egualmente fede, sarà depositato presso il Segretariato generale delle Nazioni Unite.

IN FEDE di che, i sottoscritti, a ciò dovutamente autorizzati, hanno sottoscritto la presente Convenzione.

Fatto a Vienna il ventidue marzo millenovecentottantacinque

Annesso I

RICERCA E OSSERVAZIONI SISTEMATICHE

1. Le Parti alla Convenzione riconoscono che i principali problemi scientifici sono:

a) Le modifiche della ozonosfera che comporterebbero un cambiamento dell'intensità dell'irradiamento ultravioletto d'ori solare avente una azione biologica (UV-B) raggiungente la superficie terrestre e gli effetti che queste potrebbero avere sulla salute delle popolazioni, sugli organismi, sugli ecosistemi e sui materiali utili all'umanità;

b) Le modifiche della distribuzione verticale dell'ozono che cambierebbero la struttura termica dell'atmosfera e le conseguenze meteorologiche e climatiche che potrebbero avere.

2. Le Parti alla Convenzione, conformemente all'articolo 3, coopereranno compiendo ricerche, procedendo a osservazioni sistematiche e formulando raccomandazioni concernenti le ricerche e le osservazioni future in campi come:

a) <u>Le ricerche di fisica e chimica dell'atmosfera</u>

i) Fissazione di modelli teorici globali: perseguimento della messa a punto di modelli interattivi dei processi radioattivi, chimici e dinamici; studi degli effetti simultanei delle diverse sostanze chimiche artificiali o naturali sull'ozono della

atmosfera, interpretazione delle serie di misure raccolte tramite satellite o altrimenti; valutazione delle tendenze dei parametri atmosferici e geofisici e messa a punto di metodi che permettano di attribuire a cause ben determinate le variazioni di questi parametri;

ii) Studi di laboratorio sui coefficienti cinetici, le sezioni efficaci di assorbimento e i processi chimici e fotochimici nella troposfera e stratosfera; i dati spettroscopici necessari alle misure effettuate per tutte le regioni utili dello spettro;

iii) Misure sul terreno: concentrazione e flussi di gas, fonti essenziali di origine sia naturale che antropogena; studio sulla dinamica dell'atmosfera; misure simultanee di sostanze fotochimicamente analoghe, discendendo fino allo strato limite planetario, per mezzo di strumenti <u>in loco</u> e di telemisure; comparazione dei diversi rivelatori; misure coordinate di correlazione per gli strumenti posti a bordo di satelliti; campi tridimensionali di costituenti-tracce essenziali, del flusso solare spettrale e dei parametri meteorologici;

iv) Realizzazione di strumenti, soprattutto di rivelatori a bordo di satelliti e altri per la misura-

zione dei costituenti-tracce dell'atmosfera, del flusso solare e dei parametri meteorologici.

b) Ricerche interessanti gli effetti sulla salute, gli effetti biologici e gli effetti della fotodegradazione

i) Relazione fra l'esposizione dell'uomo ai raggi solari, visibili o ultravioletti e a) l'apparizione di cancri della pelle diversi dal melanoma o dai melanomi maligni, e b) gli effetti sul sistema immunologico;

ii) Effetti dell'irradiamento UV-B, ivi compresa la relazione con la lunghezza d'onda su a) le colture, le foreste e altri ecosistemi terrestri e b) sul sistema degli alimenti di origine acquatica e sulla pesca, ivi compresa la relazione con l'eventuale inibizione della capacità di produzione d'ossigeno del fitoplancton marino;

iii) Meccanismi con i quali l'irradiamento UV-B agisce su materiali, specie e ecosistemi biologici, ivi compresa: relazione fra la dose, la quantità di dose e la risposta; fotoriparazione, adattamento e protezione;

iv) Studi sugli spettri d'azione biologica e la risposta spettrale con l'ausilio di irradiamenti policromati-

ci allo scopo di determinare le interazioni possibili delle differenti zone di lunghezza d'onda;

v) Influenza dell'irradiamento UV-B su: la sensibilità e l'attività delle specie biologiche importanti per l'equilibrio della biosfera; processi primari come la fotosintesi e la biosintesi;

vi) Influenza dell'irradiamento UV-B sulla fotodegradazione dei materiali inquinanti, dei prodotti chimici agricoli e altre materie.

c) <u>Ricerche interessanti gli effetti sul clima</u>

Studi teorici e studi d'osservazione a) degli effetti radioattivi dell'ozono e di altri corpi presenti allo stato di tracce e delle incidenze sui parametri del clima come le temperature della superficie della terra e degli oceani, il regime delle precipitazioni e gli scambi fra la troposfera e la stratosfera; e b) degli effetti di queste incidenze climatiche sui diversi aspetti delle attività umane.

d) <u>Osservazioni sistematiche</u>

i) Dello stato dell'ozonosfera (cioè variabilità spaziale e temporale del contenuto totale della colonna e ripartizione verticale), rendendo pienamente operativo il Sistema mondiale d'osservazione della ozonosfera fondato sulla integrazione dei sistemi su satellite e dei sistemi a terra;

ii) Delle concentrazioni, nella troposfera e stratosfera, dei gas che danno origine ai radicali HO_x, NO_x, e ClO_x, ivi compresi i derivati del carbonio;

iii) Della temperatura dal suolo fino alla mesosfera, utilizzando sia i sistemi a terra che i sistemi su satellite;

iv) Del flusso solare - lunghezze d'onda - penetrante nell'atmosfera terrestre e l'irradiamento termico proveniente dall'atmosfera terrestre, utilizzando le misurazioni effettuate tramite satellite,

v) Del flusso solare - lunghezze d'onda - che raggiunge la superficie della terra in relazione all'irradiamento UV-B;

vi) Delle proprietà e della distribuzione degli aerosol dal suolo fino alla mesosfera, utilizzando sia i sistemi a terra che i sistemi su satellite

vii) Del perseguimento dei programmi di misurazione meteorologica di alta qualità in superficie per le variabili importanti per il clima;

vii) Del miglioramento dei metodi d'analisi dei

dati forniti da osservazioni sistematiche su scala mondiale sui corpi presenti allo stato di tracce, le temperature, il flusso solare e gli aerosol.

3. Le Parti alla Convenzione coopereranno tenendo conto delle esigenze particolari dei paesi in via di sviluppo per promuovere la formazione scientifica e tecnica appropriata necessaria per partecipare alle ricerche e alle osservazioni sistematiche descritte nel presente annesso. Converrebbe accordare una importanza particolare alla verifica comparativa degli apparecchi e dei metodi di osservazione, al fine di ottenere un insieme di dati scientifici comparabili o normalizzati.

4. Le seguenti sostanze chimiche di origine naturale o antropogena, la cui lista non implica una classificazione particolare, sembrano avere il potere di modificare le caratteristiche chimiche e fisiche della ozonosfera.

a) Derivati dal carbonio

i) Monossido di carbonio (CO)

Il monossido di carbonio è prodotto in grande quantità dalle sorgenti naturali e artificiali e sembra avere un importante ruolo diretto, nella fotochimica della troposfera e indiretto nella fotochimica della stratosfera;

ii) Anidride carbonica (CO_2)

L'anidride carbonica è prodotta in grandi quantità da sorgenti naturali e artificiali e agisce sull'ozono della stratosfera modificando la struttura termica della atmosfera;

iii) Metano (CH_4)

Il metano è d'origine sia naturale che antropogena e influisce sull'ozono sia della troposfera che della stratosfera;

iv) Idrocarburi diversi dal metano

Questi idrocarburi, che comprendono un gran numero di sostanze chimiche, hanno origini sia naturali che antropogene e hanno un ruolo diretto nella fotochimica della troposfera e indiretto nella fotochimica della stratosfera.

b) Derivati dell'azoto

i) Protossido d'azoto (N_2O)

La sorgente principale di N_2O è naturale, ma le emissioni artificiali divengono sempre più importanti. Questo protossido è la sorgente primaria degli NO_x stratosferici che hanno

un ruolo fondamentale nel limitare la concentrazione dell'ozono nella stratosfera;

ii) Perossidi d'azoto (NO_x)

Le sorgenti al suolo di NO_x non hanno un ruolo primordiale diretto , se non nei processi fotochimici in seno alla troposfera e indiretto nei processi fotochimici stratosferici, mentre le iniezioni di NO_x in prossimità della tropopausa possono modificare direttamente la quantità di ozono nella troposfera e nella stratosfera.

c) Derivati del cloro

i) Alcali interamente alogenati, per esempio CCl_4, $CFCl_3$ (CFC - 11), CF_2Cl_2 (CFC - 12), $C_2F_3Cl_3$ (CFC - 113), $C_2F_4Cl_2$ (CFC - 114)

Gli alcali interamente alogenati sono di origine antropogena e costituiscono una sorgente di ClO_x; assumono una importanza fondamentale nella fotochimica dell'ozono, particolarmente fra i 30 e i 50 Km di altitudine.

ii) Alcali parzialmente alogenati, per esempio CH_3Cl, CHF_2Cl (CFC - 22), CH_3CCl_3, $CHFCl_2$ (CFC - 21)

La sorgente di CH_3Cl è naturale, mentre gli altri alcali parzialmente alogenati sopra menzionati, sono d'origine antropogena. Questi gas costituiscono anche una sorgente di ClO_x stratosferici.

d) Derivati del bromo

Alcali interamente alogenati per esempio CF_3Br

Questi gas sono di origine antropogena e costituiscono una sorgente di BrO_x, che si comporta allo stesso modo dei ClO_x.

e) Sostanze idrogenate

i) Idrogeno (H_2)

L'idrogeno è di origine sia naturale che antropogena; assume un ruolo secondario nella fotochimica della stratosfera;

ii) Acqua (H_2O)

L'acqua, che è di origine naturale, assume una importanza essenziale nella fotochimica della troposfera e della stratosfera. Fra le cause locali di presenza di vapore d'acqua nella stratosfera si hanno l'ossidazione del metano e in misura minore quella dell'idrogeno.

Annesso II

SCAMBIO DI INFORMAZIONI

1. Le Parti alla Convenzione riconoscono che la raccolta e la messa a disposizione delle informazioni è un mezzo importante per realizzare gli obiettivi della presente Convenzione e per assicurare che le misure che potrebbero essere prese siano appropriate ed eque. Di conseguenza le Parti si scambieranno informazioni scientifiche, tecniche, socioeconomiche, commerciali e giuridiche.

2. Decidendo quali informazioni debbono essere raccolte e scambiate, le Parti alla Convenzione dovrebbero prendere in considerazione l'utilità di queste informazioni e le spese da autorizzare per ottenerle. Le Parti riconoscono inoltre che la cooperazione di cui al presente annesso deve essere compatibile con le leggi, gli usi e i regolamenti nazionali concernenti i brevetti, i segreti commerciali e la protezione delle informazioni riservate e relative a diritti esclusivi.

3. Informazioni scientifiche

Queste informazioni comprendono:

a) Le ricerche pubbliche e private, previste e in corso, al fine di facilitare il coordinamento dei programmi di ricerca in modo da ricavare i migliori vantaggi possibili dalle risorse nazionali e internazionali disponibili.

b) I dati sulle spese necessarie per la ricerca.

c) I risultati scientifici pubblicati nei periodici specializzati sulla fisica e la chimica dell'atmosfera terrestre e la sensibilità di questa alle modificazioni, e in particolare sullo stato della ozonosfera e sugli effetti che comporterebbe la modificazione sia del contenuto totale della colonna di ozono che della ripartizione verticale dell'ozono, qualunque sia la scala di tempo, sulla salute delle popolazioni umane, l'ambiente e il clima;

d) La valutazione dei risultati della ricerca e le raccomandazioni sui futuri lavori di ricerca.

4. <u>Informazioni tecniche</u>

Queste informazioni vertono essenzialmente su:

a) L'esistenza e il costo di prodotti di sostituzione chimici e di tecnologie di sostituzione utilizzabili per ridurre le emissioni di sostanze che comportano modificazioni della ozonosfera e i lavori di ricerca connessi intrapresi o esaminati.

b) Le limitazioni e eventualmente i rischi che comporta l'utilizzazione di prodotti di sostituzione chimici o altri e di tecnologie di sostituzione.

5. <u>Informazioni socio-economiche e commerciali sulle sostanze esaminate nell'Annesso I</u>

Queste informazioni vertono soprattutto su:

a) La produzione e la capacità di produzione;

b) L'utilizzazione e i metodi di utilizzazione;

c) Le importazioni e le esportazioni;

d) I costi, rischi e vantaggi di attività umane suscettibili di modificare indirettamente l'ozonosfera e l'impatto delle misure di regolamentazione prese o esaminate per controllare queste attività.

6. Informazioni giuridiche

Queste informazioni vertono soprattutto su:

a) Le legislazioni nazionali, le misure amministrative e i lavori di ricerca giuridica interessanti la protezione della ozonosfera;

b) Gli accordi internazionali, e soprattutto gli accordi bilaterali, interessanti la protezione della ozonosfera;

c) I metodi e le condizioni in materia di rilascio di brevetti e dei brevetti esistenti concernenti la protezione della oronosfera.

1. Risoluzione sulle disposizioni istituzionali e finanziarie

La Conferenza,

Avendo adottato la Convenzione di Vienna sulla protezione della ozonosfera,

Ricordando che, secondo la Convenzione, il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (PNUA) è designato per assicurare i servizi di segretariato fino alla fine della prima riunione ordinaria della Conferenza delle Parti tenuta conformemente all'articolo 6 della Convenzione,

Riconoscendo che attiene alle Parti della Convenzione il finanziamento delle spese del segretariato della Convenzione e delle altre spese amministrative,

1. Prende atto delle stime di spese concernenti i due primi anni di funzionamento del segretariato della Convenzione, presentate dai segretariati del PNUA e della Organizzazione meteorologica mondiale (OMM);

2. Prende egualmente atto del fatto che il Direttore esecutivo del PNUA è pronto a contribuire al finanziamento delle spese del segretariato interinale durante i primi due o tre anni dal suo funzionamento, a condizione che il Fondo per l'ambiente disponga di risorse sufficienti;

3. Invita il Direttore esecutivo del PNUA, in consultazione con i firmatari della Convenzione e in stretta cooperazione con l'OMM e gli altri organismi competenti delle Nazioni Unite, ad adottare le disposizioni necessarie per il segretariato interinale al fine di

realizzare gli obiettivi della Convenzione;

4. Prende inoltre atto con soddisfazione delle dichiarazioni del direttore esecutivo del PNUA e del Consiglio esecutivo dell'OMM offrendo di assicurare il segretariato permanente della Convenzione.

2. Risoluzione su un protocollo concernente i clorofluorocarburi

La Conferenza,

Notando con soddisfazione che la Convenzione per la protezione della ozonosfera è stata aperta alla firma a Vienna il 22 marzo 1985,

Tenendo conto della decisione 8/7B adottata il 29 aprile 1980 dal Consiglio d'amministrazione del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (PNUA),

Considerando che la Convenzione è uno strumento importante per la protezione della ozonosfera dalle modificazioni dovute alle attività umane;

Prendendo atto del fatto che l'articolo 2 della Convenzione fa obbligo alle parti di prendere misure appropriate al fine di proteggere la salute dell'uomo e l'ambiente dagli effetti nocivi derivanti o che potrebbero derivare dalle attività umane che modificano o potrebbero modificare l'ozonosfera,

Riconoscendo che le emissioni e le utilizzazioni, su scala mondiale, dei clorofluorocarburi interamente alogenati e di altre sostanze contenenti

cloro possono impoverire in modo grave e modificare in altri modi l'ozonosfera, cosa che potrebbe avere effetti nocivi sulla salute dell'uomo, le coltivazioni, la vita marina, le materie prime e il clima, e riconoscendo d'altronde la necessità di valutare in maniera più approfondita le modificazioni possibili e i loro effetti negativi potenziali,

Avendo presenti le misure di precauzione già adottate e le utilizzazioni già effettuate su scala nazionale e regionale per regolamentare le emissioni e le utilizzazioni dei clorofluorocarburi, ma riconoscendo che queste misure potrebbero non essere sufficienti per proteggere l'ozonosfera,

Determinata , di conseguenza a proseguire i negoziati in vista della elaborazione di un protocollo concernente la regolamentazione della produzione, delle emissioni e delle utilizzazioni mondiali dei clorofluorocarburi,

Cosciente della considerazione speciale che occorre accordare alla situazione particolare dei paesi in via di sviluppo,

Cosciente anche della esistenza di una relazione fra il livello di industrializzazione di uno Stato e la sua responsabilità per quanto attiene alla protezione della ozonosfera,

Osservando i notevoli progressi compiuti dal gruppo di lavoro speciale costituito da esperti giuridici e tecnici incaricato della elaborazione di una Convenzione-quadro mondiale per la protezione della ozonosfera al fine di mettere a punto un protocollo relativo ai clorofluorocarburi, ma osservando nello stesso tempo che il Gruppo di lavoro non era in grado di terminare i propri lavori relativi a questo protocollo,

1. In attesa dell'entrata in vigore della Convenzione, invita il

Direttore esecutivo del PNUA sulla base dei lavori compiuti dal gruppo speciale di lavoro, di riunire un gruppo di lavoro per seguire l'elaborazione di un protocollo che stabilisca strategie a lungo termine e strategie a breve termine al fine di regolamentare la produzione, le utilizzazioni e le emissioni mondiali di clorofluorocarburi, tenendo conto della situazione particolare dei paesi in via di sviluppo così come dei lavori di ricerca scientifica ed economica più recenti;

2. Impegna tutte le parti interessate, al fine di facilitare l'elaborazione di un protocollo, a cooperare agli studi che permettano una comprensione più generale dei processi possibili per la produzione, le emissioni e le utilizzazioni globali dei clorofluorocarburi e altre sostanze che riguardano l'ozonosfera, così come dei costi e delle incidenze delle diverse misure di regolamentazione e, a questo scopo, domanda alle suddette parti di organizzare, sotto il patrocinio del PNUA, delle giornate di studio su questo tema;

3. Invita il gruppo di lavoro a tenere conto, nella messa a punto di un protocollo, soprattutto del rapporto del Comitato di coordinamento per la protezione dell'ozonosfera nella sua ottava sessione così come della valutazione fatta dalla Organizzazione meteorologica mondiale nel 1985 della percezione attuale dei processi fisici e chimici che permettono di controllare l'ozono della atmosfera;

4. Autorizza il Direttore escutivo, in consultazione con i firmatari e in attesa dell'entrata in vigore della Convenzione, a riunire una conferenza diplomatica, se possibile nel 1987, al fine di adottare il suddetto protocollo;

5. Lancia un appello ai firmatari della Convensione e alle

altre parti interessate, che partecipano alla elaborazione di un protocollo, affinché forniscano i mezzi finanziari necessari per appoggiare le attività previste ai paragrafi precedenti.

6. Invita prontamente tutti gli Stati e le organizzazioni di integrazione economica regionale, in attesa dell'entrata in vigore del protocollo, a controllare le loro emissioni di clorofluorocarburi, soprattutto per mezzo di aerosol, con tutti gli strumenti a propria disposizione, compresi i controlli sulla produzione e sulla utilizzazione, in tutta la misura del possibile.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 602):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 10 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 2 febbraio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 7ª, 10ª, 12ª, 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 aprile 1988.

Esaminato in aula e approvato il 28 aprile 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2650):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 maggio 1988, con pareri delle commissioni I, V, VII, VIII, XII.

Esaminato dalla III commissione il 1° giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 9 giugno 1988 (atto n. 2650-*A* - relatore on. DUCE).

Esaminato in aula il 16 giugno 1988 e approvato il 30 giugno 1988.

88G0318

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(9652177) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.